Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-125** **11/02/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures :10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de directeur(trice)-délégué(e) du parc naturel du bassin d'Arcachon (catégorie A ou A+ ou agent contractuel) à ARCACHON (33).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse - pesticides (F/H)(catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM - comportement et devenir des substances dans l'environnement - pesticides (F/H)(catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) du service aides communautaires (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de chef(fe) de l'unité programmes sociaux (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de délégué(e) filières céréales et oléoprotéagineux (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de directeur(trice) d'agence travaux Lorraine (catégorie A) à NANCY (54).

Parc National des Ecrins :

1 poste de chargé(e) de mission Natura 2000 (agent contractuel de catégorie A) à BOURG D'OISANS (38).

Parc National du Mercantour :

1 poste de secrétaire général (F/H) (catégorie A/A+) à NICE (06).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- **Directeur(trice)-délégué(e) du Parc naturel marin du bassin d'Arcachon (H/F)**

- Grade : ouvert aux fonctionnaires de catégorie A+ ou A expérimentés ou aux non titulaires de niveau équivalent.

- Résidence administrative : commune du Bassin d'Arcachon

- Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires (selon leur statut) ; contrat à durée déterminée de trois ans pour les agents non titulaires

Contexte

L'Agence des aires marines protégées, établissement public à caractère administratif, a été créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Le Parc naturel marin du bassin d'Arcachon a été créé par le décret n° 2014-588 du 5 juin 2014.

Situé dans le golfe de Gascogne, il comprend l'ensemble du bassin d'Arcachon et s'étend également vers le large jusqu'à trois milles nautiques. Il couvre 420 km² d'espace marin, et comprend trois milieux naturels interdépendants : la lagune à marée, l'une des rares d'Europe, les marais maritimes, et l'océan. Il abrite de nombreuses activités professionnelles et touristiques : ostréiculture, pêche, plaisance…

Comme tout parc naturel marin, il a pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin *(Code de l'environnement L334-3).*

Nature de l'activité

Le (la) délégué(e) du directeur de l'Agence auprès du conseil de gestion du Parc (« directeur(trice)-délégué(e) ») est en charge de l'appui au conseil de gestion.

Placé(e) sous l'autorité du directeur de département « Parcs naturels marins » de l'Agence, il (elle) a vocation à diriger l'équipe du Parc qui sera à terme d'une vingtaine d'agents. Il(elle) travaille en lien étroit avec le président du conseil de gestion notamment pour l'animation de ce conseil et de son bureau, la communication du Parc et plus généralement pour tout événement de la vie du Parc.

Il(elle) prépare les réunions du conseil de gestion et de son bureau dont il(elle) assure le secrétariat. Il(elle) est responsable de l'élaboration et du suivi du plan de gestion du Parc. Il(elle) prépare le programme annuel d'actions du Parc, en assure l'exécution et établit le rapport annuel d'activité.

De façon générale, il(elle) veille à la cohérence de ses actions avec celles des autres parcs naturels marins et celles de l'Agence en général.

Sur les 3 prochaines années, le(la) directeur(trice)-délégué(e) aura plus particulièrement à installer le Parc, constituer l'équipe du Parc (recrutement des chargés de mission, puis des agents de terrain) et préparer le plan de gestion du Parc en lien avec le conseil de gestion.

Qualités requises

- Connaissance approfondie et expérience d'au moins 5 ans dans le domaine maritime et/ou en gestion d'espaces protégés
- Capacité à travailler avec les élus, les services de l'État et les divers représentants des usagers professionnels et de loisir du milieu marin
- Grande capacité d'écoute et de négociation
- Expérience d'au moins 5 ans en management et en conduite de projets
- Organisation, rigueur et méthode
- Disponibilité

Candidatures

Date limite des candidatures : **19 février 2015**
Prise de poste : **à compter d'avril 2015**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et sont à adresser :

- soit par courrier à :

  Agence des aires marines protégées
  16 quai de la douane
  BP 42932
  29229 BREST CEDEX 2 ;

- soit par courrier électronique à recrutement@aires-marines.fr.

La référence « P145 » devra impérativement apparaître dans l'objet du courrier ou du courriel

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Pierre LECA, directeur du département « Parcs naturels marins » au 02 98 33 87 84.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats sera effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae.

Les candidats ainsi sélectionnés seront ensuite convoqués devant un jury.

Date : 09/02/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (fin de CDD : 29/12/2016)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Mars/avril 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des Produits Règlementés,
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

Missions / contexte

La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation scientifique des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh.

La DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh.
L'équipe est composée de 17 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de Thérèse SIX, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 3 à BAC+ 8 - MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur dans le domaine concerné

Expériences similaires
Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine exercé.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24/02/2015

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX (thérèse.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-016 à : à recrutement@anses.fr

2 postes à pourvoir
Date : 09/02/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM – Comportement et devenir des substances dans l'environnement – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (fin de CDD : 29/12/2016)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Mars/avril - 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des Produits Règlementés, Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal
Missions / contexte	**La Direction des Produits Réglementés** (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. **L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal** est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives lors de leur demande d'approbation au titre du règlement (CE) n°1107/2009 et des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'équipe est composée de 28 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de fertilisants et de support de culture et des dossiers afférents, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine du comportement et du devenir des substances dans l'environnement (dégradation et mobilité) ainsi que la modélisation du comportement avec les outils en vigueur validés au niveau européen (outils FOCUS), en vue de calculer des concentrations prévisibles dans les différents compartiments (sol, eaux souterraines, eaux de surface et air).

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM spécifiques au comportement et devenir des substances dans l'environnement (mobilité et dégradation dans les sols, l'eau et l'air).
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis permettant de préparer les autorisations de mise sur le marché

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 3 à BAC+ 8
MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur, doctorat en sciences de l'environnement (sciences du sol, pollution atmosphérique, biogéochimie des systèmes aquatiques, agronomie)

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits phytopharmaceutiques

Compétences

- Connaissances approfondies sur le fonctionnement des sols et/ou des systèmes aquatiques, ainsi que sur le devenir et le comportement des substances dans ces milieux.
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24/02/2015

Renseignements sur le poste : Véronique POULSEN (veronique.poulsen@anses.fr / 01 49 77 21 55)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-014 à :

recrutement@anses.fr

Date : 10/02/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (fin de CDD : 29/12/2016)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Mars/avril 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des Produits Règlementés,
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

Missions / contexte

La direction des produits réglementés (DPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché

Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires et biocides, la DPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'inscription à l'annexe I, des produits phytosanitaires, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.
L'équipe est composée de 22 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytosanitaires dans le domaine de la toxicologie.

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis permettant de préparer les AMM

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie

Expériences similaires :
Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine exercé.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24/02/2015

Renseignements sur le poste : Françoise BOUNEB (francoise.bouneb@anses.fr - 01 49 77 21 31) et Chloé DE LENTDECKER (chloe.delentdecker@anses.fr - 01 49 77 52 81)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-015 à : à recrutement@anses.fr)

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
Agence Comptable / Aides communautaires
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002
93555 MONTREUIL CEDEX

Chef (fe) du service aides communautaires

N° appel à candidature : 150202
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel catégorie A : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 5 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Agence Comptable / service des Aides Communautaires. Pilotage d'une équipe de 25 personnes réparties en 3 unités fonctionnelles placées sous la responsabilité de chefs d'unité fonctionnelle de catégorie A. L'Agence comptable est composée de 75 agents répartis en 5 services.	
Objectifs du poste	- Visa des aides communautaires principalement du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA), 40 000 dossiers annuels pour un budget de 500 Millions ; -Gestion des cautions bancaires ; -Relation avec les corps de contrôle, notamment la commission de certification des comptes des organismes payeurs ; -Pilotage du projet gestion unifiée des cautions généralisée ; - Participation en tant qu'expert et expérimentateur du projet dématérialisation de l'établissement.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Pilotage et organisation du visa des dossiers de dépenses et de recettes des aides communautaires ainsi que de leurs cautions associées au regard de la réglementation applicable. Coordination des dossiers à remettre aux auditeurs internes et externes et proposition de réponses aux recommandations. Préparation du reporting réglementaire communautaire et réalisation de tous les ajustements comptables périodiques et annuels. Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires (sur le plan administratif et informatique).	
Champ relationnel du poste	Service ordonnateur (Direction des interventions), Service de coordination des contrôles externes, Service informatique, Auditeurs internes et externes.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtrise :**
	- Maîtrise des règles de la comptabilité publique ; - Capacité à piloter et à manager ; - Aptitude à la conduite de projets ; - Connaissance de la règlementation communautaire.	- Capacité d'analyse, autonomie, prise d'initiative ; - Savoir rédiger (comptes-rendus, notes, procédures) ; - Maîtrise des logiciels informatiques afférents aux mesures concernées ; - Maîtrise de la bureautique (Word, Excel).
Personnes à contacter	- Marie-Hélène MORAIS-MARQUES, fondé de pouvoir – Tél. : 01.73.30.26.09 m-h.morais-marques@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH - Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 27 février 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
Interventions/Régulation des marchés et programmes sociaux/Programmes sociaux
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002
93555 MONTREUIL CEDEX

Chef(fe) de l'unité programmes sociaux

N° appel à candidature : 150201
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel catégorie A : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des Attaché(e)s d'Administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Ce poste est rattaché à la Direction des interventions composée de six services dont le service Régulation des marchés et programmes sociaux. L'Unité Programmes sociaux est chargée, d'une part, de la gestion de l'aide alimentaire nationale (épiceries sociales) et européenne (Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis) au profit des plus démunis et, d'autre part, des programmes communautaires en faveur de la distribution de fruits, de légumes et de produits laitiers dans les écoles. Elle est composée de deux pôles dédiés à chacun des types d'aides évoqués ci-dessus.	
Objectifs du poste	Organiser, animer et coordonner les deux pôles de gestion et de suivi des dispositifs au regard de l'application des règles et des procédures.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et faire fonctionner son équipe dans une logique de qualité de service ; - Assurer le suivi de l'activité et organiser le suivi du contrôle interne ; - Coordonner la supervision des procédures de gestion mises en œuvre dans les pôles ; - Coordonner la contribution des pôles aux contrôles et aux évaluations des dispositifs ; - Réaliser ou faire réaliser des expertises requises règlementaires et opérationnelles dans les différents secteurs d'activité de l'unité ; - Piloter les systèmes d'information relatifs aux mesures d'aide ; - Coordonner ou assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes ; - Rendre compte de l'activité.	
Champ relationnel du poste	Les services du siège et les services territoriaux. Les bureaux de la DGPAAT, DGAL, DGCS et des douanes ainsi que les services de la Commission européenne.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtrise :**
	- Connaissance de l'organisation de l'établissement et de son environnement institutionnel ; - Economique et règlementaire ; - Connaissance de la réglementation nationale et communautaire réagissant les mesures gérées et des procédures associées ; - Contexte communautaire « organisme payeur ».	- Manager son équipe ; - Relation avec les tiers ; - Rigueur et capacité d'analyse et de synthèse ; - Remontée d'informations pertinentes et force de proposition ; - Communication écrite et orale ; - Pilotage des systèmes d'information et des applications métiers.
Personnes à contacter	- Pierre-Yves BELLOT, Directeur des interventions - Tél. : 01.73.30.30.13 pierre-yves.bellot@franceagrimer.fr - Christophe DASSIE, Chef du service régulation des marchés et programmes sociaux - Tél. : 01.73.30.37.30 christophe.dassie@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité développement des RH - Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 27 février 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Mission Filières

Délégué(e) filières céréales et oléoprotéagineux

N° appel à candidature : 150230	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le MAAF de gérer les aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par 9 cadres expérimentés, les délégué(e)s filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et, en particulier les présidents des conseils spécialisés, ils(elles) sont en charge de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières. Le(la) délégué(e) filières céréales et oléoprotéagineux, rend compte au chef de la mission filières. Il(elle) est rattaché(e) fonctionnellement à la direction générale.
Objectifs du poste	• Etre l'interlocuteur des filières des céréales, des oléagineux, des protéagineux, des fourrages séchés, des matières grasses d'origine végétale et des plantes textiles ; • Assurer la préparation et le bon déroulement des Conseils spécialisés céréales et oléoprotéagineux et la participation de leurs présidents aux travaux trans-filières de l'établissement ; • Participer aux activités et à la réalisation des objectifs de la mission Filières auprès du directeur général, sous l'autorité du responsable de la mission filières ; • Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires ; • Assurer un rôle d'informateur et de coordinateur en maintenant un lien constant entre les professionnels, les représentants de l'État et l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Assurer le lien entre les professionnels et l'établissement sur les filières concernées ; • Organiser les réunions et coordonner les travaux des Conseils spécialisés céréales et oléoprotéagineux ; • Assurer la diffusion des résultats de ces travaux et veiller à la réalisation des décisions prises dans ce cadre ; • Organiser les Rencontres régionales ou interrégionales céréalières en lien avec l'unité Suivi et conseils et les services territoriaux ; • Concourir au titre des filières suivies à la définition des actions de l'établissement et à la détermination des moyens correspondants à leur mise en œuvre ; • Participer à la meilleure définition et au suivi des actions propres en faveur des filières dont il a la charge ainsi qu'à leur meilleure réalisation ; • Participer à la représentation de l'établissement sur les sujets propres aux filières concernées, comme à la relation avec les autres services de l'Etat à ce sujet. Participation aux congrès et manifestations professionnelles en relation avec la filière ; • Participer à la communication et à l'information des filières (mise à jour site internet, notes et lettres d'information…).
Champ relationnel du poste	• Les différents services de FranceAgriMer, au siège et dans les services territoriaux. • Les responsables des organisations professionnelles concernées par le poste. • Les services des Ministères, services centraux et services déconcentrés. • Institutions internationales en charge de ces filières.

<table>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>Bonne connaissance de l’action publique et des réglementations en matière agricole et agro-industrielle
Connaissance scientifique, technique, agronomique, économique dans les secteurs concernés
Anglais technique souhaité</td><td>Travailler en équipe, avec des interlocuteurs très variés internes et externes
Faire preuve de sens relationnel et être à l’écoute
Faire preuve de réactivité
Techniques de management transverse
Maîtrise des applications bureautiques
Maitrise de la communication écrite et orale
Respecter les délais
Etre rigoureux et avoir le sens de l’organisation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Jacques ANDRIEU, chef de la mission filières
01.73.30.20.96
jacques.andrieu@franceagrimer.fr

Dany GAIGNIOT, chef de l’unité développement des RH
01.73.30.34.01
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : 06 mars 2015

Ministère de l'agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Office National des Forêts
Agence travaux - 5 rue Girardet
54000 NANCY
Directeur(rice) d'agence travaux Lorraine

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, Attaché hors classe, Attaché principal</td></tr>
<tr><td colspan="3">Cotation : A4
Situation du poste : vacant
Localisation du poste : Nancy</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La Délégation Territoriale LORRAINE assure la gestion de 590 000 ha de forêts publiques, 58% communales et 42 % domaniales . L'Office est un opérateur majeur à l'échelle du territoire régional et de l'ensemble de la filière , mais il est aussi un partenaire très attendu auprès de nombreux acteurs institutionnels, économiques et associatifs.
La région lorraine est boisée à plus de 37% de sa superficie. La forêt demeure un élément fondamental du patrimoine lorrain et la quasi-totalité de ces forêts ont , de par la qualité des sols et du climat , une vocation de production de bois d'ouvre.
L'agence Travaux est chargée de la réalisation de tous les travaux OET dans le domaine de la sylviculture de 0 à 15m , dans le domaine de l'exploitation de bois à livrer façonner à hauteur de 25% du volume façonné en FD et 10% en commune, dans le domaine de l'entretien et l'élagage mécanisés des accotements d'infrastructures, l'élagage/grimpage sur des arbres en ville et dans les grands comptes(RTE) et la fabrication de mobilier bois. Les contextes d 'activité sont hétérogènes suivant les départements.
Elle regroupe les moyens humains composés de 430 ouvriers répartis en emploi-repère correspondant aux qualifications des travaux réalisés par l'ATX et les moyens matériels nécessaires aux travaux mécanisés sylvicoles et d'entretien de l'infrastructure exclusivement(25 engins avec leurs outils)
L'agence travaux est organisée en un service fonctionnel regroupant la gestion administrative, budgétaire , technique et la gestion des mutualisations nécessaires(emploi et engins) ; 7 UP (correspondant aux agences territoriales) , une UP diversification oeuvrant sur la lorraine et un atelier bois (St Dié 88).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">- Le directeur de l'agence travaux territoriale est placé sous l'autorité du Délégué territorial. Il dirige l'agence travaux et décline, à l'échelle de l'agence travaux, la stratégie travaux définie par le délégué territorial, les directeurs d'agence territoriale et assure sa mise en œuvre ;
- Il est responsable d'une structure de production, qui doit assurer à l'échelle de la DT une réalisation optimale des travaux conformément aux prescriptions techniques et dans les délais fixés ;
- S'agissant d'une structure interne de production, son fonctionnement doit être équilibré sur le plan financier, les recettes couvrant les dépenses ;
- Le directeur d'agence doit veiller à la qualité des travaux réalisés et au progrès technique ;
- Le directeur de l'agence travaux est membre du CODIR DT et du réseau des directeurs d'agence travaux piloté par la direction commerciale bois et services.Il est également membre du CTE, et du CHSCT ;</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Les principales missions du directeur de l'agence travaux territoriale sont les suivantes :
- Il définit, négocie annuellement les objectifs et moyens de sa structure (contrat). Il alloue les moyens aux unités de production et suit le budget de son agence ;
- Il suit et rend compte de l'état d 'avancement et des résultats obtenus ;
- Il manage ses collaborateurs directs, les responsables d'unités de production, et anime le comité de direction de sa structure ;
- Il assure les relations avec les directeurs d'agence territoriale et anime périodiquement avec eux des "comités plein emploi" pour faire le point de la situation par UP ;
- Il assure des relations suivies avec le service RH gestionnaire de la DT ;
- Il pilote le processus travaux. Il actualise le processus et analyse les résultats obtenus ;
- Il anime les revues de processus et propose des actions correctives ou d 'amélioration ;
- Il anime le dialogue social sur le périmètre de l'agence travaux et participe aux négociations territoriales avec les délégués syndicaux.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Chiffres clés :
Chiffre d'affaires :25 M€ - Charges externes : 3,5M€.
<u>Champ relationnel</u> : Essentiellement interne mais également entreprises de travaux prestataires, fournisseurs, partenaires variés...
<u>Champ d'intervention :</u> Lorraine.</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>SAVOIRS :
- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Sens de l'écoute ;
- Esprit de synthèse et sens de la décision ;
- Esprit d'initiative.
<u>Formation et expérience</u> : - Très bonne connaissances de l'Établissement ONF et du processus "réaliser les travaux" - Expérience managériale - Connaissances techniques.</td><td>SAVOIR-FAIRE :
- Compétences affirmées en animation et management d'équipe ;
- Bonne capacité de dialogue et de négociation, capacité à convaincre ;
- Grandes capacités d'organisation indispensables.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Jean-Marc GERNIGON, Délégué territorial de Lorraine - Tél. : 03.83.17.74.01 - Portable : 06.16. 42.65.29. "Les candidatures (CV et lettre de motivation) sont à adresser à Jean-Marc Gernigon, délégué territorial (jean-marc.gernigon@onf.fr), avec copie pour information à virginie.veau@onf.fr
La date limite de réception des candidatures est fixée au mardi 10 mars 2015."</td></tr>
</table>

Parc national des Ecrins

APPEL A CANDIDATURE
POSTE DE CHARGE(E) DE MISSION NATURA 2000

Statut : agent contractuel de catégorie A.

Durée : contrat de 12 mois à temps complet, avec renouvellement possible de 2 x 12 mois

Intitulé du poste : chargé(e) de mission Natura 2000 pour les trois sites du Taillefer, du Col d'Ornon et de la plaine de Bourg d'Oisans.

Renseignements relatifs au service : l'agent recruté(e) sera affecté(e) au sein du service aménagement du Parc national des Écrins. Le service, situé au siège du Parc national à Gap, comprend un chef de service responsable hiérarchique de l'agent recruté(e), une secrétaire, une chargée de mission « Agriculture », un chargé de mission « Urbanisme », un chargé de mission « Sentiers » et un chargé de mission Eau / Foret / Natura 2000.
L'agent recruté(e) travaillera en étroite collaboration avec la chargée de mission « Agriculture » dans le cadre du suivi des PAEC et des MAEt.
L'agent recruté(e) travaillera en collaboration avec le chargé de mission Natura 2000 en charge des sites sous tutelle du Parc national (ZSC Muzelle, Combeynot, Valgaudemar, Fournel et ZPS Écrins).

Localisation du poste : le poste est localisé à la maison du Parc national de Bourg d'Oisans au cœur des trois sites Natura 2000.
L'agent recruté(e) travaillera en collaboration avec les agents du secteur de l'Oisans (pour les trois sites) et avec les agents du secteur du Valbonnais (pour les sites d'Ornon et du Taillefer). Chaque secteur comprend un chef de secteur, une secrétaire et cinq agents techniques (gardes moniteur du parc national).

Résidence administrative du poste : Bourg d'Oisans.

Contexte et mission principale du poste :
Les trois sites Natura 2000 sont animés par le Parc national des Ecrins à la demande des collectivités du territoire.
Les DOCOBs ont été révisés et approuvés pour les trois sites. La mission principale du poste réside dans l'animation des trois sites, en lien avec la politique agricole du Parc national des Écrins et avec les autres sites Natura 2000 situés sur le territoire.

Activités du métier

Missions techniques :

- Mise en œuvre et suivi des actions pour les trois DOCOBs,
- Conseil auprès des collectivités, du public et des acteurs du territoire,
- Recherche de financements complémentaires,
- Assistance aux demandeurs de contrats MAEt et Natura 2000,
- Conception et diffusion de supports de communication (actions de sensibilisation),
- Veille sur les projets susceptibles d'avoir un impact sur les habitats et les espèces,
- Echanges et coordination avec les sites Natura 2000 voisins (Muzelle, ZPS Ecrins et Emparis notamment)
- Restitution des différents travaux auprès de l'équipe du Parc, des partenaires et du grand public.
- Actualisation des DOCOBs si nécessaire.

Missions d'animations

- Animation du comité de pilotage de chacun des sites,
- Secrétariat : rédiger les compte rendu des comités de pilotages et des groupes de travail,

Missions administratives :

- Réalisation de rapports d'activités,
- Relation avec les services de l'état (DDT 38 notamment) et avec la DREAL (suivi financier et administratif),
- Identification, mobilisation et coordination des maîtres d'ouvrages potentiels, assistance et conseil,
- Appui aux études d'évaluation d'incidence,

Profil et compétences requises :

- Formation supérieure dans les domaines scientifiques ou techniques à dominante environnementale ou agronomique, (niveau ingénieur ou MASTER 2)
- Expérience significative sur un poste similaire ; montage de contrats Natura 2000 (2 ans minimum),
- Bonne connaissance en matière de conduite de projet
- Bonne connaissance des outils informatiques (suite bureautique Libre Office, QGIS, etc.),
- Bonne organisation / classement des données et des fichiers,
- Forte autonomie et goût pour travailler en équipe en milieu rural et montagnard.

Candidature :

Poste à pourvoir dès que possible.
Envoyer CV et lettre de motivation manuscrite, avant le **18 mars 2015 à 16 heures** à l'adresse suivante :
M. le directeur du Parc national des Écrins, domaine de Charance, 05000 GAP

Renseignements :

M. Yves BARET, chef du service aménagement,
Tel ; 04 92 40 20 20
courriel : yves.baret@ecrins-parcnational.fr
M. Julien GUILLOUX, chargé de mission Eau / Foret / Natura 2000.
Tel ; 04 92 40 20 56
courriel : julien.guilloux@ecrins-parcnational.fr

Parc national du Mercantour

Secrétaire général(e)

Poste à temps plein de catégorie A/A+, ouvert uniquement aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques.

Il est basé à Nice sous l'autorité directe du Directeur et du Directeur adjoint.

Il est à pourvoir à compter du 1er juin 2015.

La date de clôture des candidatures est fixée au 16 mars 2015.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE :

Le Parc national du Mercantour est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministère chargé de l'environnement.

Son budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subventions du Ministère chargé de l'environnement). L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, d'une déléguée du Directeur à Digne, de trois chefs de services transversaux (service Connaissance et gestion du patrimoine, service Sensibilisation et valorisation du territoire, Secrétariat Général) du chef de la cellule Système d'information et de cinq chefs de services territoriaux (Vésubie, Roya/Bevera, Tinée, Haut Var, Ubaye/Verdon).

L'établissement compte 81 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%).

Le poste ouvert est rattaché au Secrétariat général chargé de l'ensemble des fonctions soutien de l'établissement. Ce service est composé de huit agents et organisé autour de trois pôles : pôle ressources financières (3 agents), pôle ressources humaines (2 agents), pôle logistique/immobilier (2 agents) animé et coordonné par le secrétaire général.

Outre l'animation de sa propre équipe, le Secrétaire général joue un rôle d'animation transversale important dans l'établissement et en appui à la Direction, sur les thématiques ci-dessus.

2. MISSIONS

Le Secrétaire général est responsable de :

- la définition et le suivi de la gestion budgétaire ;
- la définition et le pilotage des opérations comptables ;
- la définition et le pilotage de la politique de valorisation des ressources humaines ;
- la définition et le pilotage de la politique d'achats et d'écoresponsabilité ;
- la définition et le pilotage de la gestion du patrimoine mobilier et immobilier ainsi que des moyens logistiques (véhicules, matériels, équipements, fournitures ….) ;
- l'encadrement hiérarchique et l'animation de l'équipe du service composée de 7 personnes (3 B, 4 C) ;
- l'appui à la direction pour répondre à des instances de contrôle : questions parlementaires, contrôle de la Cour des comptes, audit du CGEDD, contrôle Urssaf…

De façon plus détaillée, le Secrétaire général s'assure de la bonne exécution des missions suivantes :

2.1 Le budget :

- l'organisation des dialogues de gestion et le reportage régulier de la consommation budgétaire par destination en interne et auprès des différentes tutelles ;
- la préparation puis l'élaboration du budget initial et des différents budgets rectificatifs ;
- l'analyse du compte financier ;

2.2 Le suivi financier :

- le suivi des recettes et des dépenses de l'établissement (nomenclature M9.1) ;
- l'actualisation de l'inventaire comptable et le suivi des immobilisations ;
- le suivi des procédures d'engagements, de mandatements et des titres de recette ;
- la prévention des risques comptables et financiers (contrôle interne) ;
- l'accompagnement et le contrôle des procédures d'achat public ;
- les relations avec l'agent comptable et le contrôleur financier ;

2.3 Le personnel :

- le suivi de carrière des agents de l'établissement (recrutements, carrières, avancements, évaluations, mutations) et le conseil aux agents ;
- le suivi de la paye en lien avec PNF et la transmission des éléments nécessaires ;
- l'élaboration, l'actualisation et le suivi du plan de formation ;
- l'animation de la démarche santé et sécurité au travail et des relations avec l'assistante sociale, le médecin de prévention et l'inspecteur Hygiène et sécurité ;
- le suivi et la gestion prévisionnelle des emplois ETP et ETPT ;
- l'animation du dialogue social au sein du comité technique (CT), du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du comité consultatif du personnel contractuel (CCPC) ;

2.4 L'immobilier :

- la gestion des procédures d'acquisition, de location et de prise à bail ;
- la gestion des inventaires et du suivi des affectations ;
- la gestion des immeubles et leur entretien ;

2.5 La logistique :

- la gestion des pools de véhicules ;
- l'achat et la maintenance et du matériel nécessaire au fonctionnement de l'établissement (équipement individuel, habillement ….) ;

3. COMPETENCES REQUISES :

3.1 Savoirs, connaissances :

- Qualité reconnue en matière d'encadrement et d'animation d'équipe ;
- Maîtrise des règles budgétaires, comptables et de la commande publique ;
- Maîtrise des règles de gestion des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat ;

3.2 Savoir être, qualités, attitudes/comportements :

- Sens de la rigueur, de l'organisation, esprit de synthèse ;
- Aptitude au travail en équipe ;
- Esprit d'initiative et autonomie ;
- Capacité de communication, de négociation et d'animation ;
- Réactivité ;
- Gestion du stress ;

3.3 Exigences du poste :

Présence minimale exigée lors des périodes de programmation budgétaire et de clôture des comptes (opérations de fin de gestion) ; des déplacements sont à prévoir dans les services territoriaux et ponctuellement à l'échelle régionale (contrôleur financier) ou nationale (relations avec Parcs Nationaux de France à Montpellier, participation aux groupes de travail interparcs, relations avec le Ministère chargé de l'Environnement).

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération brute mensuelle actuelle.

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 16 mars 2015.

Les candidatures sont à adresser à :

M. Le Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Les candidats pourront être invités à se présenter lors d'un entretien individuel organisé au siège du Parc national du Mercantour durant la seconde quinzaine du mois de mars 2015.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

M. Alain BRANDEIS
Directeur
Tel : 04 93 16 78 81
e-mail : alain.brandeis@mercantour-parcnational.fr

M. Laurent SCHEYER
Directeur adjoint
Tél. 04 93 16 78 82
e-mail : laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr